

« Tous les ingrédients d'une stagflation se mettent en place » : comment la guerre en Iran pourrait déstabiliser l'économie mondiale

[lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/tous-les-ingredients-dune-stagflation-se-mettent-en-place-comment-la-guerre-en-iran-pourrait-destabiliser-leconomie-mondiale-2219402](https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/tous-les-ingredients-dune-stagflation-se-mettent-en-place-comment-la-guerre-en-iran-pourrait-destabiliser-leconomie-mondiale-2219402)

Richard Hiault

March 5, 2026



L'image satellite montre de la fumée s'échappant d'un navire à la suite d'une explosion dans le port de Bandar Abbas, le long du détroit d'Ormuz, le 2 mars 2026. (Photo Planet Labs PBC/AFP)

Publié le 5 mars 2026 à 17:46 Mis à jour le 5 mars 2026 à 18:41

L'économie mondiale est « de nouveau mise à l'épreuve ». Le conflit au Moyen-Orient, « s'il était amené à durer, pourrait évidemment affecter les prix mondiaux de l'énergie, [le sentiment des marchés](#), la croissance et l'inflation ». Jeudi, à Bangkok, Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), qui publiera mi-avril de nouvelles prévisions de croissance (l'OCDE le fera le 26 mars) n'a qu'un vœu : « Plus vite cette calamité prendra fin et mieux ce sera pour l'ensemble du monde. »

En attendant, les économistes font tourner leur modèle pour prédire ce qui est encore imprévisible, tant l'incertitude prévaut. Chez Coface, Bruno de Moura Fernandes, responsable de la recherche macroéconomique, estime que « tous les ingrédients d'une stagflation conjuguant une faible activité économique et des tensions inflationnistes se mettent en place ». Mais « tout va dépendre de la durée du conflit et des dégâts occasionnés par la guerre, [notamment sur le trafic maritime dans la zone](#) », ajoute-t-il.

L'énergie comme vecteur

La crainte essentielle réside dans le retour de l'inflation qu'engendrerait une hausse durable des [cours des hydrocarbures](#) (pétrole et gaz) qui transitent par le détroit d'Ormuz. « Dans tous les cas de figure, que ce soit un conflit qui reste centré sur l'Iran et le détroit d'Ormuz, une guerre régionale impliquant le Liban ou un conflit généralisé à tout le Moyen-Orient, les hydrocarbures resteront le principal véhicule de transmission de la crise dans le monde », analyse pour sa part Philippe Trainar, membre du Cercle des économistes.

A ses yeux, si le cours du baril de pétrole, qui évoluait aux environs de 65 à 70 dollars avant la guerre, venait à grimper de 30 dollars, cela se traduirait par une hausse des prix de 2 % dans la zone euro et de 2,5 % aux Etats-Unis. « De ce fait, nous assisterions à une baisse de 0,8 point de l'activité économique européenne et de 1,4 point aux Etats-Unis. »

Chez Allianz Trade, les économistes continuent de tableur sur une escalade relativement brève, avec des prix du pétrole attendus à 70 dollars le baril et des répercussions limitées sur le PIB mondial et l'inflation. Mais, avertissent-ils, « un conflit s'étendant au-delà d'une période de quatre à six semaines aurait des répercussions macroéconomiques et boursières plus importantes ». Au bout de trois mois, un point de basculement serait atteint et le scénario d'une récession prendrait forme.

Le ton est mesuré également chez Goldman Sachs. « Pour la plupart des pays, l'impact économique principal réside dans le fait que la [récente hausse des prix du pétrole](#), qui ont atteint environ 80 dollars le baril, alimentera l'inflation et ralentira la croissance », indique l'économiste Joseph Briggs dans une note de recherche publiée jeudi.

VIDEO - Le blocage du détroit d'Ormuz pourrait coûter très (très) cher

L'inflation mondiale devrait augmenter de 0,2 point de pourcentage tandis que la croissance mondiale pourrait être freinée de 0,1 point de pourcentage. C'est donc gérable. « Mais ces effets pourraient être plus importants en cas de [fermeture prolongée du détroit d'Ormuz](#). Si les prix du pétrole atteignaient temporairement 100 dollars le baril, l'inflation mondiale pourrait progresser de 0,7 point de pourcentage et la croissance mondiale pourrait ralentir de 0,4 point de pourcentage. »

Même analyse chez les économistes d'Oxford Economics : le ralentissement de la croissance lié au conflit iranien sera modéré. Mais l'épuisement des réserves de gaz européennes et la dépendance aux voies de transport transitant par le

Moyen-Orient accroissent les risques d'un choc inflationniste plus important. Au total, leurs prévisions d'inflation ont été relevées de 0,3 à 0,5 point de pourcentage pour 2026, à 2,3 %.

Possible hausse des taux

Ces tensions sur les prix sont-elles de nature à influencer un changement de politique monétaire ? Chez Allianz Trade, la réponse est non. « Cela ne changerait pas [la politique conduite par la BCE et la Fed](#), une hausse de 10 % du prix du pétrole n'entraînant qu'une augmentation de l'inflation d'environ 0,1 à 0,2 point de pourcentage à court terme pour la zone euro et les Etats-Unis. » Mais si le choc pétrolier est bien plus sévère, une réaction s'ensuivra.

« Historiquement, les banques centrales mondiales n'ont pas réagi aux chocs pétroliers, en moyenne, mais ont légèrement resserré leurs taux d'intérêt en période de forte inflation et/ou de chocs pétroliers importants », assure Joseph Briggs, pour qui « les perspectives de la politique monétaire mondiale resteront globalement inchangées » à ce stade. Mais un resserrement monétaire serait probable si les prix du pétrole atteignent 100 dollars le baril ou si la hausse des coûts se répercute sur les prix à un rythme plus rapide que la normale. La croissance en pâtirait un peu plus.

Du côté des politiques budgétaires, la donne est plus complexe. Si l'inflation repart durablement à la hausse, les taux d'intérêt à long terme vont se tendre, dégradant un peu plus les finances publiques européennes et américaines. « La guerre coûte cher. [Les Etats-Unis affichent déjà un déficit](#) de plus de 7 % du PIB. Celui-ci va encore se creuser et nous pourrions atteindre les 10 %. Il ne m'apparaît pas du tout évident qu'il pourra être financé à l'heure où les investisseurs internationaux se détournent du marché américain. Le dollar risque de chuter lourdement et les taux d'intérêt risquent de grimper. Donald Trump sera pris dans une nasse », craint Philippe Trainar. Et si Wall Street tousse, les autres places financières mondiales seraient aussi touchées.

Richard Hiault